



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 359 du 24 novembre 2024

Au sommaire :

- Contre les ravages de l'économie de marché, du libre-échange et du protectionnisme, l'association des producteurs des villes et des campagnes - *Yvan Lemaitre*
- COP 29, G20, le capitalisme mondialisé à la dérive, hors contrôle - *Galia Trépère*
- Choisissons notre camp camarades... celui des travailleur·ses internationalistes ! - *Christine Héraud*

## **Contre les ravages de l'économie de marché, du libre-échange et du protectionnisme, l'association des producteurs des villes et des campagnes**

Depuis lundi, les agriculteurs sont mobilisés pour dénoncer les promesses non tenues de Macron et défendre leur droit à vivre décemment de leur travail. Ils ont pris pour cible le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, marché unique sud-américain regroupant Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, que leurs organisations syndicales rejettent. Ce traité n'est pas encore appliqué et n'est pas, en lui-même, à l'origine de leurs difficultés. En réalité il sert de dérivatif à des organisations syndicales en rivalités à la veille d'élections professionnelles et qui ne souhaitent pas s'attaquer directement à l'agro-business. Il détourne la colère des vrais responsables tout en mettant les petits producteurs à la remorque des gros comme s'ils avaient les mêmes intérêts. Sur le fond, la FNSEA directement liée à l'agro-business à l'image de son dirigeant (dirigeant du groupe Avril), et la Coordination rurale, plus radicale, tiennent le même discours nationaliste et protectionniste au lieu de remettre en cause les fournisseurs et les acheteurs de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution.

Exiger de pouvoir vivre de son travail, c'est mettre en cause ceux qui, en amont comme en aval de la production, exploitent le travail des paysans. En amont, on trouve les semenciers, les marchands d'intrants, les fabricants d'engins agricoles, qui tous poussent au gigantisme, au surinvestissement et partant à l'endettement. En aval ce sont la grande distribution et les industriels de l'agroalimentaire qui imposent des prix qui souvent couvrent à peine ou pas du tout les coûts de l'exploitation. Et il ne faut pas oublier les banques.

Les petits agriculteurs, comme les salariés subissent le joug des multinationales et de la finance. Dans la bataille de la concurrence, du libre-échange sur le marché capitaliste, accord du Mercosur ou pas, ils sont des soldats, chair à profit sacrifiée aux intérêts du capital.

### **Macron, nouvel ami de Milei et Trump, la démagogie nationaliste et protectionniste contre les travailleur·ses**

Macron, jusqu'alors fervent partisan du libre-échange, en Argentine la veille du G20, se congratulant avec l'ami de Trump, le très réactionnaire Milei, s'est prononcé contre la signature par la France de cet accord du Mercosur qu'il avait lui-même négocié, prétendant défendre les intérêts des agriculteurs français. Et, emporté par sa démagogie, il a demandé un débat à l'Assemblée nationale sur la question espérant sans doute retrouver une majorité perdue depuis longtemps puisque l'opposition au traité va de LFI au RN !

Les politiciens démagogues de tous bords, larbins des multinationales, sont là pour servir le système qui les nourrit. Ils cherchent à détourner le mécontentement, la colère en flattant le nationalisme en laissant croire que l'État serait là pour protéger les travailleurs de ce pays.

Non, l'État est là pour servir les gros, les riches, les multinationales et les banques.

Les syndicats ouvriers restent prisonniers de la même logique dans le cadre du dialogue social, prisonniers du système, de la concurrence capitaliste où le libre-échange et le protectionnisme se combinent en fonction des intérêts rivaux des groupes capitalistes et des nations.

L'économie capitaliste va mal. Elle ne fonctionne que si les capitalistes qui la dirigent continuent d'accumuler des profits mais le marché comme la planète ont des limites qui s'opposent aux appétits sans limites des Musk et de leurs homologues d'ici et d'ailleurs. C'est une guerre économique sans merci que les différents groupes capitalistes se livrent sur le marché mondial tant dans l'industrie que dans l'agriculture. La concurrence s'exacerbe.

Les Etats-Unis de Biden mènent la danse et l'arrivée de Trump au pouvoir ne peut qu'accélérer les choses. Leur aveuglement conduit le monde dans le mur et c'est aux travailleurs des villes et des campagnes qu'ils font payer le prix de leur guerre économique dont la guerre militaire est une conséquence. Sauf si ces derniers refusent de se plier au carcan du marché capitaliste.

## **Tou-ttes les travailleur-ses victimes du marché et de la concurrence capitaliste**

Le protectionnisme ne sauvera pas plus les petits agriculteurs que les salariés de l'industrie de la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Pour justifier les attaques contre eux le pouvoir invoque la dette et la nécessaire compétitivité des entreprises françaises pour faire face à la concurrence. C'est de la même façon qu'il justifie les cadeaux et subventions au patronat ce qui n'empêche en rien les effets dramatiques de la concurrence dans un monde capitaliste à bout de souffle. Une vague de licenciements déferle sur le pays et Stellantis licencie tout comme Ford.

Pour les producteurs, il n'y a pas d'issue sous la dictature du capital que ce soit avec le protectionnisme ou le libre-échange, les deux vont ensemble, se combinent en fonction des rapports de force et de l'état de l'économie mondiale.

L'investissement ralentit, la courbe du chômage s'inverse, les plans sociaux et les faillites se multiplient, l'attractivité du pays se dégrade, nous dit-on et ce serait aux travailleurs des villes et des campagnes de s'adapter aux conditions de production que la concurrence capitaliste leur impose, c'est-à-dire de payer le prix pour satisfaire les appétits du Moloch de la finance, jusqu'au krach, à la faillite.

## **Producteurs sauvons nous nous-mêmes !**

Les plans de licenciements se multiplient ces dernières semaines du côté de Michelin, à Cholet et Vannes, toujours en grève, Auchan, et plus largement chez de nombreux équipementiers automobiles, dans la chimie ou dans la construction, menaçant jusqu'à 300 000 emplois. Ces entreprises accumulent pourtant des profits, mais les dirigeants capitalistes anticipent, ils réorganisent la production pour diminuer ce qu'ils appellent « le coût du travail » par les licenciements, l'augmentation des cadences et du temps de travail ou la diminution des salaires.

Le gouvernement fait de même dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Et le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement.

Patronat et gouvernement anticipent, ils veulent avoir l'initiative. Il nous faut faire de même, pour nos propres intérêts inconciliables avec les leurs.

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet

(Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)... D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Après la journée du 21 novembre une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement et le 12 décembre pour les salarié-es du privé.

Ces luttes restent défensives, alors que nous aussi nous avons besoin d'anticiper, de prendre l'initiative. Leur système est à bout de souffle, inévitablement des usines vont fermer, les capitalistes vont concentrer la production à travers la concurrence féroce qui les oppose et, au final, ce sont les travailleurs qui paieront, dans l'industrie comme dans l'agriculture.

Les capitalistes n'ont pas le choix dans leur course à la rentabilité financière. Dans cette concurrence le protectionnisme est une arme qu'ils retournent contre les travailleurs en prétendant les défendre. C'est eux qu'ils défendent et contre leurs rivaux et contre les travailleurs qu'ils voudraient enfermer dans leur prison nationale pour mieux exercer leur pression idéologique, morale et politique et surtout économique pour renforcer l'exploitation, quoi qu'il en coûte à toute la société.

Le protectionnisme et le nationalisme, c'est la récession assurée, la militarisation et la mondialisation de la guerre.

Empêcher cette dramatique évolution, c'est l'enjeu des luttes à venir. Et pour cela nous avons besoin d'un plan, d'un programme : imposer l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail entre toutes et tous sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, en finir avec la précarité, imposer la régularisation des sans papier et l'accueil des migrants, des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation. La réalisation de ces exigences élémentaires passe par l'annulation de la dette et la mise en place d'un monopole public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population.

En reprenant l'offensive, le mouvement ouvrier pourrait offrir d'autres perspectives aux petits paysans ainsi qu'aux salarié-es agricoles que le piège du protectionnisme pour s'attaquer à l'agro-business et aux banques.

Les producteurs des villes et des campagnes ont la force d'imposer un autre fonctionnement de l'économie en la libérant de la domination d'une poignée de parasites et en tendant la main à leurs frères et sœurs d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne ou du Mercosur.

L'avenir de toute la société n'est pas la concurrence féroce du libre-échange et du protectionnisme mais la solidarité et la coopération internationale des travailleurs et des peuples.

*Yvan Lemaitre*

# COP 29, G20, le capitalisme mondialisé à la dérive, hors contrôle

La COP 29, conférence sur le climat sous l'égide de l'ONU, qui s'est réunie à Bakou, en Azerbaïdjan, ces deux dernières semaines, a affiché au grand jour son impuissance à faire quoi que ce soit pour ne serait-ce que ralentir le réchauffement climatique ou en prévenir les conséquences dramatiques.

Cette année a été la plus chaude jamais enregistrée, avec des catastrophes sans précédent : vagues de chaleur intense en Inde et au Moyen-Orient, crues dévastatrices en Chine, au Vietnam, en Afrique et en Europe ; incendies en Grèce, au Portugal, au Brésil.

Cela fait des années que les scientifiques alertent l'opinion, les gouvernements, les institutions internationales et recommandent de sortir des énergies fossiles dont l'exploitation et l'utilisation sont les principales responsables de l'émission des gaz à effet de serre.

D'ici à la fin du siècle, les températures risquent d'augmenter de 2,5°C par rapport à l'ère préindustrielle quand les accords de Paris en 2015, lors de la COP 21, se fixaient comme objectif une hausse de 1,5°C.

Mais de COP en COP, on est passé des vœux pieux aux faux semblants du capitalisme vert, un moyen de subventionner les multinationales et, aujourd'hui, à l'abandon assumé des préoccupations écologistes dans le chaos mondialisé créé par l'exacerbation de la concurrence capitaliste, le militarisme et la guerre.

## La COP 29 siffle la fin des prétendues préoccupations écologistes

La COP 28 qui s'était réunie l'année précédente en Egypte avait accouché difficilement et comme par miracle d'une résolution sur la nécessité d'une « *sortie progressive des énergies fossiles* ». Ces déclarations communes qui n'engagent aucun Etat, chacun restant maître de sa « souveraineté », sont restées lettre morte, comme attendu. Le fait que la COP 29 se déroule en Azerbaïdjan, à Bakou, est en soi tout un programme. Le secteur du pétrole et du gaz constitue 64 % du PIB du pays et 90 % de ses recettes d'exportation (chiffres de 2021). Le président de la COP, ministre de l'écologie est un ancien cadre de la compagnie pétrolière azerbaïdjanaise SOCAR, qui est entre les mains, comme toutes les entreprises du pays, du dictateur Aliyev et de sa famille.

De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ont déserté la COP29, dont Macron d'abord puis sa ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher annulant sa visite au dernier moment parce qu'Aliyev, au début de la COP, avait critiqué à bon escient, démagogie de dictateur, la France et sa politique coloniale. Les tensions diplomatiques entre les deux pays se sont accentuées depuis que Macron et son gouvernement avaient apporté leur soutien à l'Arménie lors de l'intervention guerrière de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh en 2020 puis en 2023 au

cours de laquelle 100 000 Arméniens avaient été chassés de chez eux.

Mais cela n'a pas empêché le PDG de Total-Energies, Patrick Pouyanné, de signer en 2023 un accord avec Aliyev pour l'exploitation d'un gisement de gaz en Azerbaïdjan. Une des suites de la visite officielle de Hollande, alors président, en Azerbaïdjan en 2014. De nombreux contrats avaient été signés avec des groupes capitalistes français, dont en premier lieu Total-Energies, Technip, Suez et des banques françaises. Et si de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ont déserté la COP, les lobbyistes des compagnies pétrolières étaient une fois de plus en nombre, au moins 1700.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui avait lancé en 2019 un appel pour arrêter tout nouveau projet d'exploitation, prédit que le pic de la demande en énergies fossiles aura lieu avant 2030. Mais dans son rapport annuel publié à la mi-octobre, elle reconnaît que la consommation de pétrole continue toujours d'augmenter. De 2 millions de barils par jour en 2023 pour atteindre un total de 99 millions de barils sur l'année. Cette augmentation est le double de la hausse moyenne entre 2010 et 2019.

## « Le monde affronte des temps périlleux »

Cette phrase de Fatih Birol, le directeur général de l'AIE, en introduction de son rapport annuel, résume une perception de la situation mondiale largement partagée, instable, imprévisible, chaotique. Pour les multinationales, il s'agit de profiter de toutes les opportunités quasiment au jour le jour pour augmenter leurs profits et faire face à leurs concurrents. A la suite de la guerre d'Ukraine et des sanctions contre la Russie, puis de la guerre d'Israël au Moyen-Orient, la hausse des prix du pétrole et du gaz a poussé les compagnies pétrolières à multiplier les nouveaux projets d'exploration et d'exploitation de pétrole au Brésil, au Guyana, au Canada et jusque dans l'Arctique. Même chose pour le gaz naturel dont les prix élevés ont fait les affaires du Qatar et des USA et ont poussé à l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements.

Les compagnies pétrolières arguent aujourd'hui de la diminution de leurs bénéfices -toute relative d'ailleurs puisque, entre autres, Total a annoncé 9,8 milliards de dollars rien qu'au premier semestre 2024 et Shell 10,9 milliards- pour abaisser leurs objectifs de réduction de leur empreinte carbone.

L'heure n'est plus aux faux semblants écologistes. La COP 29 n'a même pas repris explicitement dans ses textes finaux l'appel à une « *sortie progressive des énergies fossiles* » de la COP 28.

Quant à la revalorisation de l'aide financière des « pays avancés » aux « pays du sud » pour leur transition énergétique qui était à son ordre du jour, elle est dérisoire au regard des besoins qui sont estimés à 1300 milliards. En 2009, les pays riches s'étaient engagés à fournir 100 mil-

liards d'aide par an à partir de 2020, un objectif qui n'a été atteint qu'en 2022. A Bakou, ce sont 300 milliards par an qui sont promis d'ici à 2035, dont une partie à travers des financements privés, ce qui veut dire des prêts et de l'endettement. Et cela alors que ce sont les populations les plus pauvres du monde, plus de 3 milliards d'êtres humains, qui souffrent le plus des conséquences du réchauffement climatique, de la désertification des sols, de la montée du niveau des océans alors qu'elles ne sont que très peu responsables des émissions de gaz à effet de serre, 4 % seulement pour l'Afrique par exemple.

Comble du cynisme, ont été adoptées des règles sur les transactions de carbone qui permettront aux pays les plus riches d'acheter des crédits-carbone dans les pays plus pauvres, en y plantant des arbres par exemple, au lieu de réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre.

## **Le G20, Trump, concurrence capitaliste et guerre, mise en scène et impuissance**

En parallèle de la COP 29 avait lieu en début de cette semaine, sous haute surveillance militaire, à Rio au Brésil, le sommet du G20 dont une partie de la presse laissait entendre qu'il pourrait débloquer les négociations qui étaient alors au point mort de la COP29. Mais sans le dire encore comme Trump, pour qui le réchauffement climatique est un « *canular* », les dirigeants capitalistes du monde occidental en font fi, tout à leurs préoccupations de serviteurs des multinationales et de leurs intérêts. C'est ainsi que Macron s'est rendu en Argentine pour rencontrer officiellement le président argentin fascisant Milei, lequel venait de se rendre la veille en Floride, pour féliciter Trump et Musk de leur victoire à la présidentielle. Et si Macron a pris verbalement quelques distances avec le climatoscepticisme et le racisme de Milei, il n'a pas manqué d'explorer les investissements lucratifs que pourraient y faire les groupes capitalistes français présents dans le pays -au nombre de 160- en particulier dans l'exploration de gisements de lithium, indispensable à la fabrication de batteries, et dont le groupe Eramet qui était du voyage a déjà commencé l'exploitation.

La veille du G20, Biden avait autorisé l'utilisation de missiles américains et de données du Pentagone par l'armée ukrainienne pour frapper des cibles dans le territoire russe et au sommet lui-même, il a engagé tous les participants à soutenir l'Ukraine contre la Russie et à défendre comme lui, au nom de son « *droit à se défendre* », la guerre menée par Israël contre les peuples du Moyen-Orient. Les dirigeants européens se sont exécutés avec zèle, Macron comme Scholz, accusé peu de temps auparavant de tiédeur contre la Russie parce qu'il avait téléphoné à Poutine.

Les dirigeants occidentaux n'ont pas réussi pour autant à obtenir une condamnation de « *l'agression russe* »

au grand dam de Macron et le président brésilien Lula, hôte du sommet, a obtenu que soit mentionnée dans la déclaration finale sa proposition de taxer de 2 % les 3000 milliardaires de la planète qui, refusée par les Etats-Unis et les Européens, est confiée à une mission d'étude pour être réexaminée... dans un an.

## **Pour la planète, pour l'humanité, en finir avec les frontières et le capitalisme, changer de mode de production**

S'il y a des enseignements à tirer de ces événements, c'est d'abord que la crise écologique ne peut pas être isolée de son contexte économique et social, la domination sur le monde des multinationales et leur logique du profit maximum à court terme dans le contexte de la concurrence capitaliste exacerbée.

De moins en moins nombreux sont ceux qui croient aux vertus du marché et de la propriété privée capitaliste pour réguler la marche de l'économie mondiale ou résoudre les problèmes de l'humanité. Il n'y a pas de solution à la catastrophe écologique qui serait spécifique, séparée des autres problèmes que connaissent les populations du monde entier, la misère et la baisse du niveau de vie, les tensions guerrières, la guerre parce qu'il est vain de compter sur un quelconque esprit de raison ou philanthropique de la part des classes possédantes. La solution ne peut venir que des travailleur-es, des exploité-es, de leur prise en main de l'économie, du pouvoir.

Les frontières, le maintien des Etats nationaux constituent un obstacle majeur non seulement bien sûr à la paix, à la libre circulation et installation des êtres humains mais également à la préservation et restauration de la nature. A l'heure où les terres arables, les forêts, sont l'objet des prédatons capitalistes, où les ressources en eau se raréfient, où la désertification progresse, c'est bien d'un gouvernement mondial dont l'humanité a besoin pour organiser démocratiquement et de manière rationnelle la préservation et l'exploitation des ressources naturelles. La COP 29 et le G20 ne savent pas trouver les milliards nécessaires à la transition énergétique, à la disparition des famines, mais les budgets militaires explosent, plus de 900 milliards de dollars aux USA, 327 milliards dans l'Union européenne. La difficulté n'est pas de trouver où prendre l'argent mais de comment et à quoi on l'utilise.

Le seul avenir possible de bien-être pour l'humanité est un changement radical dans la façon de produire et de distribuer les biens indispensables à la vie, la fin de la domination capitaliste, une fédération socialiste du monde, une libre coopération internationale des peuples et des travailleurs.

*Galia Trépère*

## Choisissons notre camp camarades... celui des travailleur-ses internationalistes !

Un débat s'est engagé entre Lutte ouvrière et Révolution Permanente sur « *la politique des révolutionnaires face à la guerre coloniale en Palestine* » qui a déjà fait l'objet de plusieurs articles. La discussion sur le contenu que les révolutionnaires internationalistes donnent à leur solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien est importante, tant de par la place que prend la guerre génocidaire d'Israël, le rôle prépondérant qu'y jouent les USA dans le cadre plus global des relations internationales, la nature bourgeoise rétrograde et obscurantiste du Hamas, que de par la campagne réactionnaire accusant d'antisémitisme celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien. Nous ne pouvons que nous féliciter qu'elle soit engagée entre les deux organisations.

Notre propos n'est pas d'interférer dans les relations entre LO et RP mais, de façon plus générale, de formuler la façon dont il nous semble que les révolutionnaires internationalistes devraient intervenir, en toute indépendance des pressions nationalistes, en réponse à l'offensive idéologique et politique du pouvoir et des forces réactionnaires, dont celles de l'extrême-droite. Le soutien au sionisme et à la guerre d'Israël est utilisé comme un critère « républicain » visant à faire plier l'opinion publique et en particulier le monde du travail devant l'offensive militaire et idéologique que mènent les vieilles puissances impérialistes au nom de la défense de « *nos valeurs* », de « *l'occident* », c'est-à-dire leur hégémonie mondiale derrière les USA. Contrecarrer cette propagande militariste de défense du monde occidental est au cœur de notre combat contre notre propre bourgeoisie impliquée à la mesure de ses moyens tant dans la guerre d'Israël que dans la guerre par procuration contre la Russie.

### Faire front contre la propagande sioniste et impérialiste tout en confrontant les points de vue sur le contenu de notre solidarité internationaliste

Au regard de la pression nationaliste et sioniste, du déni des crimes d'Israël et de Netanyahu qui vient d'être condamné par la Cour Pénale Internationale et de ses alliés, de leur mépris du peuple palestinien, la première chose qui s'impose aux révolutionnaires internationalistes est de faire front. Malheureusement la polémique engagée par RP avec LO ne va pas dans ce sens.

La discussion a commencé par la critique par RP<sup>1</sup> de la position de LO qui, dans les premières manifestations qui ont suivi le 7 octobre arborait sur sa banderole « *Contre l'impérialisme et ses manœuvres, Contre Netanyahu et le Hamas, Prolétaires de France, de Palestine, d'Israël... unissons-nous !* », qui pouvait laisser penser que LO renvoyait dos à dos Israël et le Hamas. RP accusait LO de ne pas soutenir la résistance du peuple palestinien et d'ignorer la question nationale pour les populations ghettoïsées de Gaza et sous occupation de Cisjordanie.

RP consacre le début de son dernier article du 3 novembre 2024 à « *La méthode des camarades de Lutte Ouvrière et la nôtre* ». Cet article est intitulé : « *Choisis ton camp camarade !* ». Une telle interpellation sous forme d'injonction laisse entrevoir l'objectif de son auteur, démontrer que LO ne serait pas dans le camp du peuple palestinien. Nous ne sommes plus dans la discussion mais dans le procès, l'accusation. LO aurait franchi un rubicon...

Nous n'avons nullement l'intention de décerner des bons ou mauvais points aux méthodes de l'une et de l'autre, LO n'ayant pas l'habitude de ménager les accusations, quand elle discute. Elle utilise les mêmes procédés pour jeter l'anathème sur RP et sa politique « *entre mensonges et opportunisme* »<sup>2</sup>. Une volonté réciproque de juger et condamner...

A nos yeux, la discussion n'a de sens et surtout d'intérêt que si les différents protagonistes veulent... discuter, dans l'objectif de définir les convergences ! Cela suppose qu'ils se considèrent du même camp, comme des tendances du même parti révolutionnaire partageant une volonté commune de construire une compréhension des rapports de classes réels et de leurs évolutions, pour formuler ensemble une politique du mouvement révolutionnaire qui réponde aux besoins de la situation.

Nous pensons que les révolutionnaires ont un besoin impérieux de rétablir des rapports démocratiques entre eux pour sortir des procès qui permettent à chacun de justifier son existence séparée et de disqualifier l'autre en entretenant le sectarisme en son propre sein.

Dans les discussions que nous avons engagées avec nos camarades de RP et souhaitons poursuivre, nous nous trouvons confrontés aux mêmes difficultés, pour imposer un cadre de discussion qui échappe à cette logique sectaire qui conduit à faire bloc contre d'autres ou à stériliser les échanges.

Il ne s'agit ni d'œcuménisme ni de démocratie formelle mais bien de lutter contre le sectarisme qui rend le mouvement révolutionnaire impuissant, divisé en sectes rivales, directions autoproclamées.

Différentes positions existent au sein du mouvement révolutionnaire et ce n'est pas d'aujourd'hui. La complexité de la situation actuelle dans le cadre d'une profonde transformation du capitalisme mondial, des défaites de la résistance palestinienne engendrées par les politiques nationalistes et la complicité des dictatures arabes avec les puissances impérialistes, l'offensive militaire de ces dernières, modifient profondément les données de la lutte du peuple palestinien et des travailleur-ses qui veulent se battre contre la guerre.

Nous n'avons pas les moyens d'influencer la politique que pourrait avoir le peuple palestinien, mais nous pouvons définir le contenu de notre solidarité ici et maintenant.

L'ennemi est dans notre propre pays face à une guerre qui prend de plus en plus une dimension mondiale, Israël, le

sionisme, étant le bras armé de l'offensive des USA et du camp occidental pour leur hégémonie au Moyen-Orient et dans le monde.

Le sectarisme n'a pas sa place pour définir les axes d'une politique internationaliste au sein du monde du travail, de la jeunesse, des palestinien-nes ou travailleur-ses jeunes issus du monde arabe que nous côtoyons.

## **Souhaiter la défaite de l'État sioniste ne veut pas dire soutenir le Hamas**

La discussion se focalise autour de la question du Hamas et du contenu politique que nous donnons à notre solidarité inconditionnelle à la lutte du peuple palestinien. Dans la bataille militaire engagée, les révolutionnaires doivent, selon RP choisir « un camp militaire ». Selon eux, il serait faux « de contourner la question du choix d'un camp militaire dans la guerre en cours » au prétexte que notre camp « serait d'abord « un camp politique ». Or, un conflit armé est toujours la poursuite d'une politique par d'autres moyens. Prendre parti pour un camp politique sans se positionner en faveur d'un camp militaire revient à se cacher derrière son petit doigt. »

Une première précision, notre camp n'est pas simplement « politique », il est social, il est un camp de classe, celui des exploités et des opprimés. C'est de ce point de vue que nous souhaitons la défaite d'Israël et de ses soutiens occidentaux. Ce sont eux qui portent l'entière responsabilité de la guerre, 75 ans de colonisation, de spoliation des terres palestiniennes, d'expulsions et de massacres, et nous affirmons clairement notre solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien de Gaza, de Cisjordanie et de sa diaspora comme avec les peuples de l'ensemble du Moyen-Orient.

Mais choisir un camp militaire ne signifie en rien le soutien au Hamas. « ... un conflit armé est toujours la poursuite d'une politique par d'autres moyens » est tout à fait juste, c'est bien la discussion. Mais l'objectif politique conditionne lui-même les formes de la lutte armée qui ne peuvent se confondre, pour l'émancipation du peuple palestinien, avec le nationalisme et la direction militaire du Hamas, organisation bourgeoise et réactionnaire, comme avec ses méthodes et sa stratégie qui instrumentalisent le drame du peuple palestinien en fonction de ses propres intérêts sociaux et politiques.

Le choix d'un camp militaire n'est pas pour nous une formule ultimatisante qui trancherait politiquement et moralement tout débat... choisis ton camp ! Ce genre de raisonnements a dans l'histoire des luttes de libération nationale servi à imposer des pouvoirs dictatoriaux ou de justification à la politique de la bureaucratie stalinienne. Ils ne sont pas les nôtres.

Ils ont de fait la même fonction au sein du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, quand il n'est pas pro-ONU, bien peu tolérant à l'égard de celles et ceux qui n'apportent pas leur soutien au Hamas, ennemi des travailleur-ses et des peuples. Notre drapeau est rouge, c'est celui des travailleur-ses internationalistes.

Dans l'affrontement militaire en cours nous n'avons pas les moyens d'une quelconque politique sur place en direction des populations et de celles et ceux qui sont engagés dans le combat, mais il est clair que notre solidarité va à tous ceux qui, en Palestine ainsi qu'au sein de l'État sioniste ont défendu une politique internationaliste pour œuvrer à l'unité des travailleurs et des exploités contre les politiques nationalistes dont l'échec a engendré le Hamas qui ne représente pas le peuple palestinien, ses intérêts, y compris militaires.

Le peuple palestinien ne pourra conquérir ses droits et son émancipation qu'en trouvant ses propres moyens politiques et militaires, démocratiques, indépendants des directions nationalistes, pour lutter contre toutes les frontières et contre l'exploitation capitaliste en s'unissant avec les autres peuples arabes de la région et les travailleurs d'Israël dans la perspective d'Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

## **Contre le sionisme instrument des USA et des puissances occidentales, le piège du nationalisme**

Défendre cette perspective qui définit une politique internationaliste ne se résume pas à avoir une bonne position juste, elle est un combat politique au sein du mouvement de solidarité, au sein de la jeunesse qui se révolte et se lève en solidarité. La question ne se résume pas à qualifier le Hamas, à avoir une bonne caractérisation, mais elle constitue une politique tant au sein du mouvement de solidarité que dans la classe ouvrière et ses organisations que dans la lutte politique, ici, contre notre propre bourgeoisie.

Le recul du mouvement ouvrier, la crise du projet révolutionnaire est pour une large part la conséquence de l'adaptation au mouvement nationaliste dont les partis stalinien se sont fait le relais. La situation dramatique du peuple palestinien, l'impasse dans laquelle il se trouve aujourd'hui est pour beaucoup le produit de l'impasse du nationalisme.

En défendant un Etat palestinien réunissant populations pauvres, travailleurs et classes possédantes palestiniennes, la direction bourgeoise nationaliste du Fatah d'Arafat et de l'OLP, depuis sa création au début des années 60, a conduit la résistance du peuple palestinien à l'impasse et à la défaite.

Sous le joug de l'Etat sioniste qui n'a jamais cessé d'intensifier la colonisation à Gaza et en Cisjordanie, l'Etat palestinien créé sur le papier par les accords d'Oslo de 1993 n'a jamais vu le jour, Israël, le maître du jeu, ne concédant à l'OLP que la direction administrative des territoires occupés, l'Autorité palestinienne, pourrie par ses compromissions avec l'occupant, par la corruption, sous-traitant à l'opresseur sioniste le maintien de l'ordre contre son propre peuple.

Le Hamas est le produit de cette faillite, du profond discrédit de l'OLP auprès des populations palestiniennes. Il

s'est imposé à la tête de la résistance palestinienne avant de se soumettre lui-même aux compromissions avec Israël qui a fait le choix, au début des années 2000, pour affaiblir l'OLP et l'Autorité palestinienne, de lui permettre de contrôler la bande de Gaza. Bien qu'acculé, Gaza asphyxiée, le Hamas, en attaquant Israël le 7 octobre, ne pouvant en ignorer les conséquences, porte une responsabilité dans le massacre de son peuple dans le génocide en cours. Les révolutionnaires internationalistes ne tirent pas un trait d'égalité entre le terrorisme d'Etat d'Israël et le Hamas. Le peuple palestinien est en guerre contre l'État sioniste. Mais la politique militaire du Hamas, son attaque du 7 octobre répondait à ses propres besoins voire à ceux de ses soutiens au mépris de ceux du peuple palestinien qui en paie le prix sanglant. Nous dénonçons aussi la dictature obscurantiste qu'il exerce sur la population de Gaza qu'il exploite et dont il se sert comme masse de manœuvre pour ses objectifs de pouvoir et de reconnaissance vis-à-vis d'Israël et de ses soutiens occidentaux.

### **La fin du drame du peuple palestinien, la reconnaissance de ses droits, sa victoire contre l'État sioniste passent par une politique révolutionnaire internationaliste au Moyen Orient et ici**

Notre camp est celui des travailleur-ses internationalistes pour un monde sans frontières débarrassé de l'exploitation, qui nécessite de formuler une perspective claire pour les travailleur-ses de Palestine, d'Israël et de tout le

Moyen-Orient et, en premier lieu pour nous qui militons au cœur d'une des vieilles puissances impérialistes, pour le monde du travail ici, pour combattre notre propre gouvernement et notre propre bourgeoisie, engagés avec les USA dans le soutien à Israël et dans l'offensive militaire globale du camp occidental pour son droit à exploiter les travailleurs, les peuples et à piller leurs ressources. L'ennemi est dans notre propre pays ! Notre drapeau est rouge, c'est celui de l'union internationale des travailleur-ses et des peuples, pour des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient et du monde.

Nous pensons que toutes celles et ceux qui se retrouvent dans cette politique, les camarades de Révolution permanente, de Lutte ouvrière ou du NPA-R ont pour tâche de construire un front internationaliste indépendamment des divergences qui peuvent demeurer entre eux sur la façon dont doit s'exprimer notre commune condamnation de la politique du Hamas. Nos positions ne dépendent pas de telle ou telle organisation de solidarité mais de la politique internationaliste qui nous rassemble pour nous donner les moyens de la faire vivre.

*Christine Héraud*

1 [« Lutte ouvrière, le NPA-C et la lutte pour l'auto-détermination de la Palestine »](#) Paul Morao, 30 octobre 2023

2 [« Palestine : la politique de Révolution permanente, entre mensonges et opportunisme »](#) LDC n°142, 16 septembre 2024